

**INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET  
L'ENVIRONNEMENT (INRAE) - CENTRE DE NOUVELLE AQUITAINE BORDEAUX**

71 Avenue Edouard Bourlaux  
33140 VILLENAVE D'ORNON



**REALISATION D'INSTALLATIONS BIENERGIES POUR LE CENTRE  
INRAE DE NOUVELLE-AQUITAINE BORDEAUX**

**ASSISTANT MAITRISE D'OUVRAGE**

**ENERLAB**

61 Rue Camille Pelletan  
33150 Cenon  
T.05.57.61.32.85  
j.balanguie@ener-lab.fr

**MAÎTRE D'ŒUVRE**

**SOCIÉTÉS D'INGÉNIERIE**

**VERDI**

13 Rue Archimède  
33693 Mérignac Cedex  
T. 05.56.00.12.94  
vsorbier@verdi.fr

**AMOE**

82 Rue de Bègles  
33800 Bordeaux  
T. 05.47.48.00.03  
romain.coubetargue@amoes.com

**ARCHITECTE**

**aaNN**

Cours Marc Nouaux  
33000 Bordeaux  
T. 05.47.33.09.48  
nicolasnovello@aann.fr

**CONTROLEUR TECHNIQUE**

**JPS CONTROLE**

51 Quai de Lawton Bâtiment G4  
33000 Bordeaux  
T. 06.49.99.31.18  
damien.chauvet@jps-controle.fr

**COORDONNATEUR SPS**

**FORSECO**

51 Quai de Lawton-Bâtiment G4  
33000 Bordeaux  
Tél. 06.62.03.97.33  
contact@forseco.fr

**PHASE DCE**

28/04/2025

**CHARTRE CHANTIER PROPRE**

## APPROBATION DU DOCUMENT

Rédigé par		Vérifié par	
Nom :	V.SORBIER	Nom :	VERDI
Date et visa :	28/04/2025	Date et visa :	28/04/2025

## SUIVI DES MODIFICATIONS

Indice	Modification	Nature de la modification
0	28/04/2025	Diffusion originale

Nota : A sa création (remise officielle au client), le document porte l'indice de révision 0. S'il doit subir des modifications, l'indice évolue alphabétiquement (A, B etc.) et ces différentes modifications sont suivies dans le tableau ci-dessus.

## TABLE DES MATIÈRES

1 - OBJET DU PRESENT DOCUMENT .....	5
2 - SYNTHESE DES EXIGENCES.....	6
3 - GESTION DE LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER.....	8
3.1   Le rôle et les objectifs de la charte de chantier à faibles nuisances.....	8
4 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	9
4.1   Evaluation quantitative/ limitation des volumes et des quantités .....	9
4.2   Schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED).....	9
4.3   Produits dangereux.....	13
5 - GESTION DES NUISANCES DE CHANTIER .....	14
5.1   Limitation des Nuisances Sonores .....	14
5.2   Limitation du risque de rejets dans l'eau et le sol .....	17
5.3   Limitation du risque de rejets dans l'air.....	17
5.4   Limitation de la Pollution visuelle.....	18
5.5   Perturbation du trafic.....	18
5.6   Limitation des consommations de ressources.....	19
6 - SENSIBILISATION ET COMMUNICATION .....	20
6.1   Information et sensibilisation du personnel du chantier .....	20
6.2   Informations des riverains .....	20
7 - CONTROLE ET SUIVI DE LA DEMARCHE.....	21
7.1   Préparation du chantier.....	21
7.2   Rôle des toutes les Entreprises – Référent Environnement .....	21
7.3   Rôle du Responsable Environnement Chantier .....	21
7.4   Rôle du responsable environnement de la MOE .....	23
8 - SYNTHESE DES DOCUMENTS A PRODUIRE .....	24
8.1   Par le responsable environnement chantier l'entreprise mandatée responsable environnement Chantier.....	24
8.2   Par le référent environnement chantier - autres lots .....	24
9 - ANNEXES .....	25

1.	CONTRACTUALISATION DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS DE LA CHARTRE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES.....	32
----	---	----

## 1 - OBJET DU PRESENT DOCUMENT

Le présent document décrit les exigences et recommandations visant à optimiser la Qualité Environnementale du chantier pour la réalisation d'installations biénergies sur le centre INRAE de Villenave d'Ornon.

Le chantier se fait sur un site occupé. Chaque entrepreneur devra donc prendre toutes les dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

La charte chantier à faibles nuisances est constitué de deux parties principales, l'une appelée SOGED (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets) et l'autre appelée Gestion des nuisances de chantier. Les entreprises devront se conformer aux préconisations indiquées dans ce document.

Le présent document fait partie des documents contractuels constituant le marché, il en constitue une des pièces.

Les entreprises devront donc chiffrer, dans leur offre, les dispositions du présent Cahier des Prescriptions Environnementales qui sont contractuelles, même si elles ne sont pas rappelées au CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières).

Il est notamment attendu la mise en place d'un tri sélectif qui permet une valorisation matière de 50% et une valorisation (matière et énergétique) de 70% minimum des déchets de construction en tonne (hors déblais/remblais) et d'assurer la traçabilité de 100% des déchets réglementés et non réglementés. Ce pourcentage de valorisation sera réalisé à partir des masses de bennes évacuées et des agréments des gestionnaires déchets.

A ce titre, il est attendu sur le chantier une personne de l'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier, en continu au tri des déchets de chantier pour l'ensemble de la durée de chantier.

En complément, le chantier est réalisé sur un site occupé. Cet aspect est à considérer dans les réponses et la méthodologie proposées par les entreprises.

## 2 - SYNTHÈSE DES EXIGENCES

Le tableau ci-dessous récapitule les principaux justificatifs liés au chantier à faibles nuisances à fournir par l'entreprise à la MOE, détaillés dans la suite du document.

	Justificatifs à fournir
<b>Avant le démarrage des travaux</b>	
Préparer le chantier	<i>Pour toutes les entreprises :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Désignation du Référent Environnement de l'Entreprise</li> <li>- Charte chantier à faibles nuisances signée</li> <li>- Livret d'accueil précisant : tri sélectif, propreté etc.</li> <li>- Renseigner le PAE</li> <li>- Liste des engins et matériels avec FT indiquant les dB</li> </ul>
	<i>L'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Désignation du Responsable Environnement Chantier de l'Entreprise</li> <li>- Plan d'Installation de chantier</li> <li>- Informations travaux sur site occupé afin d'annoncer le démarrage du chantier</li> <li>- Mise en place de compteurs permettant le suivi des consommations (eau/énergie) pour la phase chantier</li> <li>- Panneau de chantier précisant opération « chantier propre »</li> <li>- Proposition d'une planification des tâches bruyantes</li> <li>- Proposition des dispositifs pour limiter le risque de pollution de l'eau et pour assurer la propreté du chantier</li> </ul>
Organiser la gestion des déchets	<i>Pour toutes les entreprises :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Estimatifs des déchets produits, leur mode d'élimination (filères, logistique associée...) et le coût correspondant</li> </ul>
	<i>L'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- SOGED (Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets) tenant compte de l'estimation faite lot par lot</li> <li>- Présenter le traitement des déchets prévu/ contrat prestataire d'enlèvement des déchets. Attestation du prestataire des taux de valorisation.</li> </ul>
<b>Au cours du chantier</b>	
Suivi chantier vert	<i>Pour toutes les entreprises :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respect des dispositifs mis en place et du règlement de la charte</li> <li>- Fiches techniques des engins (émission acoustique)</li> <li>- Formation des intervenants / sous-traitants</li> </ul>
	<i>L'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Classeur Environnement avec reporting mensuellement</li> <li>- Suivi pour assurer le respect des dispositifs de la charte, renseigner des fiches incidences si nécessaire</li> <li>- PIC avec des mis à jour</li> </ul>
Gestion des déchets	<i>Pour toutes les entreprises :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tri sur le site à réaliser</li> <li>- Justificatif de suivi des déchets dangereux/ bordereaux de suivi</li> </ul>
	<i>L'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour éventuelle du SOGED</li> <li>- Bordereaux de suivi des déchets</li> <li>- Justificatif de valorisation : matière et énergétique</li> </ul>

	- Fiche bilan des déchets (quantités de déchets produits par typologies de déchets à transmettre tous les mois)
Communication	<i>Pour toutes les entreprises :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Séance de sensibilisation dans le planning + fiche de présence à renseigner</li> <li>- Suivi des plaintes des élèves/ personnel</li> </ul>
Consommations	<i>L'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Relevé hebdomadaire des consommations d'eau</li> <li>- Relevé hebdomadaire des consommations d'électricité</li> </ul>
<b>A la fin du chantier</b>	
Bilan de chantier	<i>L'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bilan de chantier à réaliser par l'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier</li> </ul>

### 3 - GESTION DE LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE DU CHANTIER

La charte chantier à faibles nuisances fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux et **remise à chaque entreprise intervenant sur le chantier**. Cette charte de chantier s'imposera au titulaire du marché, à ses cotraitants et sous-traitants éventuels.

La gestion de la qualité environnementale du chantier sera menée par le Responsable Environnement du Chantier, nommé par l'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier. Les charges induites par cette fonction sont à inclure dans l'offre. Certains frais relatifs aux prestations liées à l'organisation du chantier, dont notamment la gestion des déchets, seront affectés à chaque entreprise dans le cadre du compte prorata. Chaque entreprise nommera un Référent Environnement de l'Entreprise, l'interlocuteur privilégié du Responsable Environnement du Chantier et de la Maîtrise d'œuvre Environnemental.

#### 3.1 | Le rôle et les objectifs de la charte de chantier à faibles nuisances

L'engagement des signataires de la présente charte traduit leur volonté de réduire les nuisances du chantier par le respect d'un nombre d'exigences concernant :

- L'information des riverains ;
- La formation et l'information du personnel ;
- La protection des compagnons ;
- L'organisation du chantier et de la base vie ;
- La protection de la faune et de la flore ;
- La gestion des nuisances et pollutions du chantier :
  - o Le bruit ;
  - o Les pollutions potentielles du sol, de l'eau et de l'air ;
  - o La pollution visuelle ;
  - o Les perturbations du trafic.
- Les produits dangereux ;
- Les économies de ressources ;
- Le choix des matériaux ;
- La gestion des déchets ;

Certaines de ces exigences sont la traduction de la réglementation en vigueur ; d'autres traduisent la volonté du Maître d'Ouvrage d'inscrire l'opération dans une démarche Environnementale.

Tous les documents de préparation de chantier devront être remis avant le début des travaux. Le Plan d'Assurance d'environnement (PAE) est à fournir par toutes les entreprises (cf document en annexe). Les éléments de réponse à ces critères doivent être présentés par l'entreprise avec le dossier de réponse à l'appel d'offre. La pertinence de ce document réponse sera prise en compte dans le choix de l'entreprise.

#### Respect de la réglementation

Toute entreprise intervenant sur le chantier s'engage à respecter lois, décrets, arrêtés, documents réglementaires et normatifs actuellement en vigueur dans leur dernière mise à jour à la date de signature des marchés, concernant la gestion des déchets de chantier et la réduction des nuisances dues au chantier. Il est de la responsabilité de chaque entreprise de prendre connaissance de ces éléments et de mettre en place l'organisation technique, financière et humaine pour répondre aux exigences. Des plans régionaux ou départements de gestions des déchets du BTP ont été établis pour la majorité des territoires français.



## 4 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Cette gestion sera menée par le Responsable Environnement du Chantier qui sera nommé par l'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier, les charges induites par cette fonction sont à inclure dans l'offre. Elle sera suivie par le Responsable de la Maîtrise d'œuvre en coordination avec le Coordonnateur SPS du chantier.

### 4.1 | Evaluation quantitative/ limitation des volumes et des quantités

Avant le début des travaux, chaque entreprise fournira **une estimation des quantités de déchets produits durant toutes leurs interventions**, leur nature ainsi que le mode d'élimination envisagé avec le coût correspondant.

Afin de limiter au maximum la production de déchets et de déchets d'emballages pendant la phase de travaux, toutes les entreprises devront s'engager à prendre des dispositions contractuelles auprès de ses fournisseurs telles que :

- Consigne des palettes de livraison ;
- Achat de produits en vrac ;
- Remplacement de petits conditionnements par des conditionnements plus grands ;
- Utilisation d'emballages consignés ;
- Utilisation de la possibilité qu'offrent certains fabricants de reprendre certains déchets pour les réintroduire dans le cycle de production ;
- Utilisation de fûts de peinture métallique avec des poches intérieures thermoformée. Le traitement des déchets d'emballages métalliques dangereux est réduit de 90% ;
- Utilisation de conteneurs de peinture cartons de 200 ou 500L pour des grandes surfaces ;
- Utilisation de des nettoyeurs pour outil d'application du peintre afin de limiter l'utilisation d'eau, les rejets polluants et les déchets dangereux ;
- Tri des chutes, découpe, dépose (faux-plafond, revêtement de sol...) et reprise par le grossiste/fabricant pour optimiser le recyclage ;
- Etc...

Pour limiter les chutes et la production de déchets, les entreprises proposeront des solutions de calepinage lors de la mise en œuvre des matériaux. Ainsi, dans la limite du possible, l'entreprise favorisera le réemploi de ses déchets (par exemple la terre, les palettes etc.). Des solutions de préfabrication peu génératrice des déchets peuvent également être étudiées pour limiter la production des déchets.

Chaque entreprise est responsable de leurs propres déchets dangereux produits.

L'entreprise « Responsable Environnement Chantier » aura pour mission la gestion des déchets sur site, dans le cadre du compte prorata. A partir des estimations produites par les entreprises, l'entreprise « Responsable Environnement Chantier » établira un quantitatif prévisionnel général afin d'établir et organiser le tri sur le chantier, la rotation des bennes l'enlèvement etc.

### 4.2 | Schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED)

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (maître d'ouvrage pour information, maître d'œuvre, entreprises, collecteurs, éliminateurs, ...) traitant spécifiquement de la gestion des déchets de chantier. Il tient compte des normes et règlements.

#### 4.2.1. Normes et règlements de référence

Les entreprises se conformeront aux lois, décrets, arrêtés, documents réglementaires et normatifs actuellement en vigueur dans leur dernière mise à jour à la date de la signature des marchés et concernant la gestion des déchets de chantier et la réduction des nuisances dues au chantier. Parmi ces textes figurent notamment la liste non exhaustive fournie ci-après :

- Codes de l'Environnement, de l'Urbanisme, du Travail ;
- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et récupération des matériaux ;
- Loi n° 76-633 du 19 juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, relative à l'élimination des déchets et installations classées pour la protection de l'environnement ;
- La loi n° 95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- Le décret du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages industriels et commerciaux ;
- Le décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;
- Circulaire du Ministère de L'Environnement du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics ;
- Les règles de sécurité éditées par le Ministère du Travail ;

#### 4.2.2. Conditions d'exécution

L'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier, sera chargée de la mise à disposition des bennes et conteneurs destinés à recueillir les déchets triés, ainsi que tous les transports et manutentions diverses.

Le Responsable Environnement Chantier fournira avant le début du chantier aux différentes entreprises, ainsi qu'à leurs éventuels sous-traitants, les informations indispensables et nécessaires (sous forme de réunion d'information et/ou de plaquettes et affiches explicatives ...) pour que le tri des déchets s'effectue correctement et suivant les objectifs qualitatifs de valorisation imposés par le maître d'ouvrage. Ces éléments seront consignés dans le SOGED du chantier.

Etabli en phase préparation du chantier, le SOGED doit indiquer, notamment :

- La sélection des prestataires en charge de l'élimination des déchets. Les Agréments nécessaires des prestataires devront être communiqués au Responsable environnement de la maîtrise d'œuvre ;
- La définition précise des déchets admissibles par filière d'élimination ;
- La définition du nombre, de la nature, de la localisation des conteneurs pour la collecte des déchets, leur condition de manutention (grue, monte-charge, camion) en tenant compte de l'évolution du chantier et des flux de déchets générés dans le temps et l'espace. Il est attendu au minimum présents sur le chantier :
  - o 4 conteneurs à déchets (gravats, métaux, Bois, DIB),
  - o 1 conteneur spécifique pour la collecte des déchets dangereux.

*NOTA : le SOGED de l'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier, doit être mis à jour lors de l'avancement du chantier pour la prise en compte des éléments fournis par les entreprises au regard des quantités des déchets estimées.*

Le SOGED sera soumis au visa du Responsable environnement de la maîtrise d'œuvre et du coordinateur SPS.

En complément des prestations décrites ci-après, l'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier, aura à prévoir :

- L'organisation de réunion de sensibilisation et/ou autres moyens du personnel de chantier des Entreprises ;
- La réalisation et l'entretien de(s) plates-formes de regroupement(s) des déchets, permettant de recevoir les différentes bennes et conteneurs ;
- La mise à disposition de bennes répertoriées par classe de déchets, permettant le tri sélectif sur le site du chantier ;
- La mise en place d'une logistique de tri, par une signalisation appropriée ;
- Le contrôle quotidien de la qualité du tri sur le chantier ;
- La mise en place d'une procédure de suivi du remplissage des bennes, afin d'optimiser les rotations ;
- La recherche de filières adaptées pour une valorisation optimale des déchets (analyse des coûts comparés : valorisation / élimination) ;
- Le coût de la gestion des déchets ;

#### 4.2.3. Documents à fournir

Les documents à fournir sont ceux indiqués dans la définition du rôle de chacun.

Le Responsable Environnement du chantier fournira au Responsable environnement de la maîtrise d'œuvre :

- Les bordereaux de suivi des déchets inertes, DIB et DIS ainsi que tout justificatif de recyclage ou de valorisation énergétique afin de garder une trace écrite de l'évacuation et du mode de gestion des déchets hors du chantier. Nous rappelons l'exigence d'une **traçabilité de 100% des déchets évacués** ;
- Toute facture relative à la gestion des déchets accompagnée du bordereau de livraison ou de suivi.

Il fournira également tous les mois un état récapitulatif des prestations exécutées :

- Les volumes de déchets traités par type de déchets et leur destination ;
- La quantité de rotations de bennes ou de tout autre contenant par type de déchets et la fréquence de rotations rapportée sur le planning d'exécution ;
- La quantité de déchets valorisés en indiquant la valorisation matière et la valorisation énergétique par typologie des déchets ainsi que le coût de valorisation.

**Nota : un taux de valorisation des déchets de 70%, avec une valorisation matière de 50% à minima, est demandé pour cette opération.**

#### 4.2.4. Organisation de la gestion des déchets

Chaque entreprise assurera le nettoyage quotidien de ses zones de travail, l'amenée des déchets aux lieux de stockage prévus à cet effet et le tri des déchets selon la nature des déchets suivants, au fur et à mesure des besoins et en fonction des déchets produits et de leurs quantités.

##### Déchets inertes

- Terres et matériaux de terrassement non pollués ;
- Base ciment, mortier et béton ;
- Pierres, parpaings, terre cuite, céramiques, carrelages ;

- Verre ordinaire ;
- Matériaux bitumineux sans goudron ;
- Déchets en mélange ne contenant que des inertes.

Ces déchets inertes seront dirigés vers des installations de recyclage fixes ou mobiles.

#### Déchets Industriels Banals (DIB)

- Bois non traités avec des sels ou oxydes de métaux lourds ou créosote ;
- Matières plastiques, PVC, caoutchouc, polystyrène, textiles et moquettes ;
- Laine de verre, laine de roche ;
- Déchets en mélange ne contenant pas de déchets dangereux ;
- Emballages non souillés et non valorisables.
- Cloisons à base de plâtre ;
- Carreaux de plâtre ;
- Tous les matériaux à base de plâtre et/ou de gypse.

Ces déchets seront triés sur le chantier ou dans un centre de tri agréé et dirigés vers des centres de recyclage ou de valorisation énergétique. Les déchets non valorisables seront dirigés vers des centres de stockage de déchets non dangereux.

#### Métaux

- Alliages divers, fonte, acier ;
- Fer à béton, treillis soudé, armatures ;
- Aluminium, zinc, inox et cuivre.

Ces déchets seront dirigés vers des installations de recyclage et valorisés.

#### Bois et palettes

Une zone de stockage pour le bois et les palettes sera aménagée par le titulaire de l'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier. Les palettes seront récupérées puis valorisées auprès d'une société de récupération spécialisée. Le bois sera évacué et valorisé.

#### Déchets dangereux

Un conteneur étanche devra être installé pour recevoir les déchets industriels spéciaux (DIS). Ces déchets confiés à des éliminateurs agréés pour l'incinération des produits dangereux seront obligatoirement accompagnés d'un bordereau administratif obligatoire (BSDI).

### **4.2.5. Aire de regroupement des déchets**

Afin de faciliter la valorisation, le stockage des différents déchets est organisé sur une aire de regroupement où les déchets seront entreposés dans différents contenants en fonction de leur catégorie.

Le nombre, le positionnement et le dimensionnement de (ou des) la zone de stockage des déchets sur le chantier seront définis en phase de préparation du chantier en fonction du niveau de tri envisagé, des quantités estimées pour chaque type de déchets et de l'accessibilité aux différentes zones du chantier. Elle sera aménagée de manière à rendre compréhensible et aisé le tri. Les contenants seront définis en genre et volume selon la quantité par type de déchets. Le repérage est fait à l'aide de pictogrammes avec une signalétique simple (codes de couleur et représentation simplifiée par type de déchet).

Des bennes à déchets en nombre, en volumes et en emplacement suffisants seront mise en œuvre par le titulaire du compte prorata qui veillera à une rotation satisfaisante de ces bennes. Les bennes pour les déchets inertes seront protégées contre les dépôts volontaires ou involontaires de déchets d'autres catégories, banals (bois, plastiques, métaux...) ou spéciaux.

#### 4.2.6. Signalétique

Le Responsable Environnement du chantier devra la mise en place de la signalisation sur la plateforme de regroupement des déchets et d'affiches d'information à plusieurs endroits du chantier. Chaque benne, chaque contenant sera identifié par un pictogramme représentant les matériaux à déposer.

#### 4.2.7. Gestion des dépenses communes

Les dépenses comprennent notamment :

- Le nettoyage et l'entretien régulier des zones de stockage des bennes à déchets de chantier ;
- La signalétique de chantier et les bordereaux de suivi ;
- La mise à disposition et la manutention des contenants et la signalétique correspondante ;
- Le transport des contenants ;
- L'élimination des déchets en centre de stockage ou de valorisation.

### 4.3 | Produits dangereux

En fonction de leurs propriétés telles qu'elles sont indiquées par leur fiche de données de sécurité, les produits devront être classés et étiquetés conformément :

- Soit au système de classement de la CEE (Directive 67/548, amendement) ;
- Soit au système en vigueur en France (arrêtés du 10 octobre 1983 et modificatifs et arrêté du 21 février 1990 modifié).

Sauf cas exceptionnel et dûment justifié à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage, l'utilisation de produits étiquetés avec l'un des classements suivants sera interdite :

- R 20 à R 29, R 31 à R 33, R 40, R 45 à 49 des phases R de la CEE ;
- Xn (nocif), T (toxique), et T+ (très toxique) dans la réglementation française.

Les produits moins nocifs (Xi, irritants) seront tolérés sous réserve que toutes les précautions soient prises lors de leur mise en œuvre et qu'ils ne soient pas à l'origine d'émissions ultérieures susceptibles de gêner les occupants.

La fiche de donnée de sécurité de chaque produit dangereux entrant sur le chantier sera fournie par l'entreprise au Responsable Environnement Chantier et archivée par lui pour être conservée en permanence sur le chantier : les fabricants sont tenus de la fournir à l'entreprise.

Chaque entreprise est responsable de la gestion et l'élimination de ces déchets dangereux. Les bordereaux de suivi des déchets sont à fournir au Responsable Environnement de Chantier.

## 5 - GESTION DES NUISANCES DE CHANTIER

### 5.1 | Limitation des Nuisances Sonores

Eviter les nuisances sonores est bénéfique à la fois pour les usagers et occupants des bâtiments du site, les riverains mais également pour les travailleurs du chantier. Du fait des nuisances acoustiques mal évaluées au départ, les délais peuvent être prolongés à cause des arrêts du chantier, du respect de certains horaires imposés qui réduisent la durée journalière de travail, de l'obligation de modifier les méthodes de travail et l'organisation du chantier. Ces retards induisent des dépenses supplémentaires qui seront à la charge des contractants du marché qui se sont engagés sur les délais.

*Nota : une vigilance toute particulière est demandée, en tenant compte les travaux en ouvrage existant. Les entreprises doivent prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées. Une obligation de résultat est demandée. Les coûts restent à la charge de chaque entreprise, et compris dans le prix du marché.*

#### 5.1.1. Organisation du chantier

Pour réduire le bruit du chantier, les principes suivants seront recherchés :

- Une bonne gestion des activités bruyantes ;
- Une réduction du bruit à la source ;
- Une réduction de la propagation du bruit.

Les travaux les plus bruyants devront être regroupés sur des plages horaires définies pour lesquelles un minimum de personnes sera susceptible d'être gêné ou pour que les personnels puissent adapter leur activité. De ce fait, une planification des travaux particulièrement bruyants (perçement,..) devra être établie et présentée à la maîtrise d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre et le SPS pour validation. Les livraisons devront aussi être réalisées à des plages horaires spécifiques afin de ne pas générer des nuisances pour les estivants.

Les engins de chantier devront être conformes à la réglementation relative au niveau d'émission de bruit (réglementation européenne transcrite en droit français, réglementation française).

Pour information, ces prescriptions vont au-delà de la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 dite « Loi Bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit.

Les niveaux de bruit à respecter les jours ouvrables sont :

- Entre 7 h et 19 h 30 : 75 dB(A) en limite de chantier, avec des pics maximaux à 85 dB(A) ;
- Entre 19 h 30 et 22 heures : émergence inférieure à 5 dB(A) ;
- Entre 22 h et 7 h le lendemain matin : émergence inférieure à 3 dB(A) ;
- Entre le samedi soir 19h30 et le lundi matin 7 h (ou respectivement veille et lendemain de jours fériés), l'émergence due au chantier sera inférieure à 3 dB(A).

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que :

- Les services de police peuvent constater les infractions même sans mesurer les niveaux sonores atteints, en contrôlant les distances d'utilisation par rapport aux habitations, en se faisant présenter les documents d'homologation, en contrôlant les marques d'identification des engins et le bon fonctionnement des dispositifs d'insonorisation ;

- Les sanctions fixées par le décret du 18 avril 1995 sur la lutte contre les bruits de voisinage peuvent être prises à l'encontre de l'entreprise, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains. Les conséquences pécuniaires de ces sanctions sont entièrement à la charge de l'entrepreneur sanctionné.

En fonction des caractéristiques du chantier, les entreprises devront :

- Généraliser les banches à serrage par clé dynamométrique et non au marteau ;
- Eviter au maximum les reprises au marteau piqueur sur du béton sec ;
- Les réservations seront planifiées le plus efficacement possible, un suivi rigoureux évitera les reprises après des erreurs de coulage, pour la découpe d'autres appareils moins bruyants, comme des scies à lame, seront utilisés ;
- Eviter les chutes de matériels quels qu'ils soient ;
- Préférer les engins électriques à ceux qui sont pneumatiques, à service rendu équivalent ;
- Mettre en place un plan d'utilisation des engins bruyants (vibreurs, marteau piqueur) qui stipulera les emplacements des engins bruyants afin d'éviter les réverbérations et les transmissions de vibrations. Le doublement des engins et matériels sera envisagé car on réduit les durées d'utilisation en augmentant peu le niveau sonore (3dB(A) environ) ;
- Organiser le chantier pour éviter la marche arrière des camions ou toupies de béton et en informer les fournisseurs ;
- Utiliser des talkies-walkies pour communiquer avec le grutier afin d'éviter les cris et sifflements ;
- Utiliser des engins insonorisés.

Type d'engin	Obligation de l'utilisateur	A vérifier
Groupe électrogène, marteau-piqueur et brise béton, moto compresseur, grue à tour, pelle à câble, boteur, chargeuse et chargeuse pelleteuse.	N'utiliser que des matériels ayant un certificat CE ; Être en possession de « l'attestation CEE de type » ou du « certificat de conformité CE » ; Entretenir le matériel.	Vérifier l'état du matériel (capots d'insonorisation, volets fermés, silencieux en bon état) Vérifier la présence de la marque de conformité sur le matériel (plaque d'identification) et en cas d'absence, demander de produire sous huit jours le document de conformité
Benne basculante, véhicule dont le moteur sert uniquement au déplacement du véhicule.	Ne remplacer le silencieux d'échappement que par un modèle homologué.	/
Autre engin avec un moteur à explosion ou à combustion interne.	Être en possession de la copie de l'arrêté d'homologation ou de l'attestation de conformité ou de la copie de l'autorisation ; Maintenir en bon état les dispositifs silencieux et les capots d'insonorisation.	Faire présenter la copie de l'arrêté d'homologation ou l'attestation de conformité ou la copie de l'autorisation ; Vérifier que les volets sont fermés ; Vérifier l'état du matériel (capots d'insonorisation, silencieux d'admission et d'échappement).



### 5.1.2. Conformité des matériels de chantier

Les entreprises ont pour obligation de travailler avec du matériel en bon état, conforme à la réglementation qui les concerne.

Les matériels de chantier et engins de terrassement utilisés devront être conformes à la réglementation en vigueur (arrêtés du 12 mai 1997 ou arrêtés du 02 janvier 1986 et du 18 septembre 1987 pour les matériels mis sur le marché avant l'entrée en vigueur de ces textes, obligeant notamment à l'étiquetage des performances acoustiques des matériels de chantier homologués). L'objectif étant de respecter également l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

Des arrêtés interministériels, ont fixé pour chaque catégorie de matériels, les niveaux sonores admissibles et les procédures d'homologation des dispositifs d'insonorisation. Six arrêtés ont été pris pour divers matériels :

- Arrêté du 1er avril 1972 relatif aux bruits aériens des moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantiers et bruits aériens des groupes moto compresseurs ;
- Arrêté du 4 novembre 1975 relatif aux brise-béton et marteaux piqueurs ;
- Arrêté du 26 novembre 1975 relatif aux groupes électrogènes de soudage ;
- Arrêté du 10 décembre 1975 relatif aux groupes électrogènes de puissance, remplacé à compter du 26 mars 1986 par des arrêtés du 2 janvier 1986 ;
- Arrêtés du 2 janvier 1986 et du 13 janvier 1988 relatifs aux grues à tour ;
- Arrêté du 18 septembre 1987 relatif aux engins de terrassement.

Ces arrêtés subsistent tant que de nombreux arrêtés pris en application du décret 95/79 du 25 janvier 1995 ne sont pas publiés.

Tous ces textes prévoient l'homologation des appareils utilisés avec un certificat acoustique et une attestation de conformité aux normes du bruit. Les méthodes de mesure utilisées pour le niveau sonore et homologation des engins ont été fixées par l'arrêté du 3 juillet 1979 (modifié le 6 mai 1982) portant code général de mesure relatif au bruit aérien émis par les matériels et engins de chantier. Les vérifications du respect de ces mesures de réduction du bruit à la source sont effectuées à l'occasion des autorisations d'ouverture des chantiers en contrôlant les documents d'homologation et en mesurant les bruits émis à la distance réglementaire d'utilisation par rapport aux habitations.

### 5.1.3. Protection des travailleurs

Par ailleurs, le Coordonnateur SPS va :

- Sensibiliser les travailleurs aux atteintes irréversibles des bruits de chantier sur leur capacité auditive, en collaboration avec la médecine du travail ;
- Vérifier le port de protections individuelles, surtout pour les compagnons travaillant en poste fixe.



## 5.2 | Limitation du risque de rejets dans l'eau et le sol

Tout rejet dans le milieu naturel de produit polluant est formellement interdit. Tout rejet d'effluents liquides non traités est strictement prohibé.

Les dispositions suivantes seront précisées par l'ensemble des entreprises pour réaliser cet objectif :

- Les eaux usées provenant du chantier seront rejetées dans le réseau de la ville ou vers un système de traitement autonome si le site n'est pas encore raccordé au réseau public.
- Le rejet d'huiles, lubrifiants, détergents, etc. dans cette fosse toutes eaux (ou au réseau collectif) est strictement interdit. Les entreprises prendront les dispositions permettant d'empêcher ce type de rejet (récupération et enlèvement par un repreneur agréé des huiles usagées notamment).
- Il sera notamment mis en place par l'entreprise Responsable Environnement Chantier des bacs avec une rétention suffisante, réservés à la récupération des déchets liquides dangereux du chantier (peintures, solvants, produits de traitement du bois, ...).
- L'entreprise Responsable Environnement Chantier mettra en place un kit anti-pollution dans la base vie clairement identifié par une signalétique adéquate et sur le plan d'installation de chantier.
- Un bac de décantation installé par l'entreprise Responsable Environnement Chantier permettra la récupération des laitances de béton lors du nettoyage des bétonnières.
- Chaque entreprise mettra en œuvre les moyens nécessaires pour éviter les déversements, accidentels ou pérennes, de produits polluants; à savoir aires bétonnées étanches équipées de bacs de rétention, dispositions spécifiques pour le ravitaillement des engins, recours à des produits peu nocifs.
- Les huiles de décoffrage seront végétales et biodégradables afin de réduire au maximum les risques de pollution des sols et des eaux souterraines (ou toute autre disposition équivalente).
- Aucun nettoyage de toupies ne sera autorisé sur le chantier, le fournisseur de béton garde la responsabilité de cette opération.
- Dans le cas de fabrication du béton sur le chantier, l'entreprise exploitant la centrale à béton mobile devra se conformer à l'arrêté type centrales à béton du 30/06/97 (rubrique 2515 de la nomenclature ICPE). Les eaux de fabrication décantées seront, dans la mesure du possible, réutilisées pour la fabrication de béton frais.
- Les sols souillés par des produits déversés accidentellement dans le sol seront évacués vers un lieu de traitement agréé. A défaut, ces sols seront placés dans la benne DIS.
- L'entreprise Responsable Environnement Chantier mettra en place une procédure pour gérer les situations de rejet accidentel dans l'eau ou le sol. Notamment, il y sera prévu :
  - o Les dispositions d'alerte en cas de rejet accidentel (personne à prévenir et mesures d'urgence à prendre) ;
  - o L'évacuation vers un lieu de traitement agréé des sols souillés par des produits déversés accidentellement.

## 5.3 | Limitation du risque de rejets dans l'air

### 5.3.1. Dispositions générales

Les dispositions suivantes seront précisées par les entreprises pour limiter les rejets dans l'air :

- Les entreprises veilleront à limiter l'envol des poussières. En effet, les poussières contribuent aux nuisances subies à la fois par les riverains et par les compagnons eux-mêmes. Pour cela, il convient de veiller à la propreté du chantier : les aires bétonnées doivent être régulièrement balayées, les poussières collectées et vidées dans la benne de déchets inertes.

- En période sèche, les travaux générateurs de poussières seront réalisés après arrosage superficiel des surfaces concernées et ceci autant de fois que nécessaire pour minimiser les envols de poussière.
- Les envols de matériaux seront évités en adaptant les techniques de construction (pas de découpe de polystyrène expansé sur le chantier autant que possible).
- Les stockages de matériaux légers (bennes à déchets notamment) seront munis de couvercles ou tout dispositif ayant les mêmes effets ;
- Les matériels électriques seront préférés aux matériels thermiques.

#### 5.4 | Limitation de la Pollution visuelle

Pour que le chantier soit le mieux accepté du public, les responsables des travaux veilleront à la propreté et l'aspect général du site. Ils doivent notamment prévoir :

- le nettoyage régulier des traces d'hydrocarbures au sol ;
- le nettoyage régulier des accès au chantier : la boue sur les chaussées sera évacuée ;
- le nettoyage en fin de journée des zones de travail (notamment collecte des déchets) ;
- le maintien en bon état de la clôture du chantier ;
- l'organisation et le balisage des zones de stockage ;
- l'organisation du stationnement de tous les véhicules (VL, VI, PL, engins) ;
- la couverture des bennes à déchets chaque fois que nécessaire pour éviter l'envol des déchets (papier-cartons).

Les clôtures de chantier sur l'emprise publique extérieure seront opaques afin de limiter l'impact visuel. Elles devront être maintenues en état pendant toute la phase de chantier même lorsqu'elles seront amenées à être déplacées dans le cadre du phasage travaux.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire modifier tout ou partie des éléments conduisant à une dégradation évidente et irréfléchie de l'esthétique sur l'environnement. Les entreprises veilleront à limiter les effets du chantier sur le bien-être des riverains. En particulier :

- Assurer une image satisfaisante vue de l'extérieur du chantier ;
- Eviter toute perturbation de la réception télévisuelle, notamment dû à la présence de grue(s) à tour.

Le Responsable Environnement Chantier collecte les remarques émanant de personnes extérieures au chantier et veillera à ce que les réclamations sur ces 2 points soient limitées.

#### 5.5 | Perturbation du trafic

Les entreprises prendront toutes mesures nécessaires, tant auprès des autorités locales, des concessionnaires que des usagers, visant à assurer que leurs travaux (y compris rotation des bennes à déchets) n'induisent pas de perturbations sur les trafics routiers.

Les responsables de chantier veilleront à faire respecter les plans de circulation mis en place

## 5.6 | Limitation des consommations de ressources

L'entreprise Responsable Environnement Chantier a en charge le suivi hebdomadaire des consommations d'eau et d'énergie. Ainsi, il réalisera des mesures hebdomadaires, les enregistrera et mettra en place les actions correctives. Le chantier disposera de plusieurs compteurs d'eau et d'énergie :

- Compteurs d'électricité pour :
  - o la base-vie,
  - o les grues,
  - o l'éclairage de chantier,
  - o le reste.
- Compteurs d'eau à prévoir pour :
  - o la base-vie,
  - o le reste.

Ceux-ci permettront de suivre les consommations afin de les analyser et de détecter les fuites. L'entreprise Responsable Environnement Chantier, sur la base du suivi des consommations, des dérives repérées et des éventuelles fuites détectées, aura à la charge de prendre des mesures pour limiter les consommations sur les mois suivants.

Afin de limiter les risques de fuite et de consommations en dehors des heures de travail, un système d'horloge permettra de couper l'alimentation en eau et en énergie des cantonnements en dehors des heures d'ouverture du chantier.

## 6 - SENSIBILISATION ET COMMUNICATION

### 6.1 | Information et sensibilisation du personnel du chantier

Pour chaque lot, l'entreprise titulaire organisera des séances d'information et de formation de son personnel et de ses sous-traitants, au démarrage et tout au long du chantier, sur la gestion environnementale du chantier (gestion des déchets, réduction des pollutions et des nuisances) et sur les modes opératoires en découlant (tri, stockage, évacuation et élimination des déchets, propreté du site...) afin de les sensibiliser, de les responsabiliser et si besoin de modifier leurs habitudes.

Avant tout travail sur le chantier, toute nouvelle entreprise intervenant sur le chantier sera formée par le Responsable Environnement Chantier au respect des exigences du chantier à faibles nuisances. Cette formation peut être assurée par une réunion spécifique ou la rédaction d'un règlement « chantier à faibles nuisances » à communiquer à l'ensemble des intervenants du chantier.

### 6.2 | Informations des riverains

Un planning résumé des travaux, tenu à jour, sera affiché aux entrées du chantier. Les tâches bruyantes doivent y apparaître. En complément, le Responsable Environnement Chantier mettra en place les dispositions suivantes :

- Mise en place et tenue à jour d'un registre recueillant les remarques émanant de personnes extérieures au chantier (riverains, élus). ;
- Une boîte aux lettres dédiée au recueil des remarques écrites sera installée à proximité de l'entrée des bureaux du chantier et portera la mention: « Boîte à suggestions ». Elle pourra aussi être accessible aux ouvriers du chantier.

Toute remarque devra être traitée dans la semaine qui suit son dépôt et fera l'objet d'une diffusion immédiate au Responsable Environnement de la maîtrise d'œuvre.

Une synthèse des remarques et actions menées sera intégrée dans le bilan du chantier en fin des travaux.

## 7 - CONTROLE ET SUIVI DE LA DEMARCHE

### 7.1 | Préparation du chantier

Chaque entreprise devra remplir un Plan de Prescription Environnement (PPE) permettant d'apprécier l'engagement de l'entreprise dans la prise en compte des risques et contraintes environnementales du chantier. A travers ce document l'entreprise indiquera au Responsable Environnement Chantier et à la maîtrise d'œuvre :

- son référent environnemental du chantier ;
- la nature et la quantité estimée de déchets produits, les dispositions prises pour optimiser la réduction à la source, ainsi que les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité ;
- les mesures préventives pour la limitation des nuisances ;
- les dispositions en vue de la sensibilisation de leur personnel.

### 7.2 | Rôle des toutes les Entreprises – Référent Environnement

Chaque entreprise se doit de respecter la charte de chantier à faibles nuisances. Elle se doit notamment de fournir au Responsable Environnement de chantier :

- veiller au respect de la présente charte ;
- rendre compte de tout événement relatif à la gestion environnementale du chantier ;
- Rédiger les fiches d'incident ;
- Réaliser le plan de prescription environnemental (PPE annexe 4) dans l'offre et en phase préparation de chantier ;
- les fiches des éventuels produits dangereux utilisés par l'entreprise ;
- les bordereaux de suivi des déchets que l'entreprise gère en interne, le cas échéant.

Chaque entreprise est responsable de la formation de tout nouvel intervenant sur le chantier, pour assurer le respect des exigences de la charte.

### 7.3 | Rôle du Responsable Environnement Chantier

Le Responsable Environnement Chantier est désigné parmi l'effectif de l'entreprise mandatée Responsable Environnement Chantier. Il se doit d'être présent pour la durée totale du chantier et en cas d'absence pour une durée limitée (congs, maladie) son remplacement par une personne de niveau hiérarchique équivalent ou supérieur est immédiat. Sa présence est attendue en permanence sur le chantier.

L'entreprise devra justifier que cette personne a suivi une formation lui permettant d'exercer cette fonction. A défaut, elle s'engage à lui faire suivre une formation auprès d'un organisme formateur (FFB, CAPEB, ...) avant le démarrage du chantier. Cette attestation devra être communiquée pour visa au responsable environnement de la Maîtrise d'œuvre lors de la formalisation des marchés de travaux.

Dans ce cadre, le Responsable Environnement Chantier assure les missions suivantes :

- S'assurer du respect de la charte chantier par les Entreprises à tous les stades de l'avancement du chantier ;
- Réaliser le SOGED (plan proposé en annexe 3) ainsi que le plan de prescription environnemental (PPE, annexe 4) à remettre dans l'offre et en phase préparation de chantier ;

- Préparer et animer des réunions ou des campagnes de sensibilisation sur le sujet Qualité Environnementale du chantier. La justification de la tenue de ces réunions ou de la diffusion de campagnes de sensibilisation sera à apporter ;
- Prévoir les aires et les moyens pour le stockage des déchets ;
- Le cas échéant, informer les riverains et traiter leurs réclamations.

En phase travaux, la mission du Responsable Environnement Chantier comprendra :

- veiller au respect de la présente charte ;
- La coordination de l'amenée et de l'évacuation des contenants, en liaison avec les prestataires chargés de l'évacuation des déchets du chantier vers les filières de recyclage, valorisation ou élimination ;
- Le recueil des bordereaux de suivi des déchets et la rédaction de bilans mensuels de déchets évacués avec transmission au Responsable environnement du maître d'œuvre et à la Maîtrise d'ouvrage. A cette fin, le Responsable Environnement Chantier a l'obligation de remplir mensuellement le tableau de suivi des déchets ;
- rédiger les fiches d'incident ;
- recueillir les réclamations des riverains et les traiter ;
- rendre compte de tout événement relatif à la gestion environnementale du chantier.
- Le comptage de l'eau et de l'énergie utilisée sur le chantier (compteurs globaux) et sur la base vie (compteurs base vie) et le suivi des consommables (eau, énergie) et bilans tous les mois à communiquer au Maître d'ouvrage et ou maître d'œuvre.

Il veillera tout particulièrement à ce que tout brûlage sur le chantier soit interdit (conformément à la réglementation). Malgré les habitudes de la profession, les responsables du chantier n'accepteront aucun feu de bois allumés par les travailleurs pour leur repas.

Le Responsable Environnement Chantier proposera au maître d'œuvre l'application des pénalités prévues au CCAP, en fonction de l'inobservation des exigences de la charte chantier par certaines entreprises.

Il est responsable de l'organisation de la collecte, du contrôle du tri et de l'évacuation des déchets. Ainsi, il collecte les bordereaux de suivi des déchets industriels spéciaux (DIS) et les bordereaux de suivi des déchets. Il veille à ce que ces bordereaux soient remplis correctement. Ces bordereaux sont conservés et annexés au carnet de bord.

Pendant toute la durée du chantier, le Responsable Environnement Chantier effectue une visite quotidienne de la totalité du chantier.

Le Responsable Environnement Chantier constitue la mémoire vivante de l'application de la Charte Chantier à faibles nuisances. Il tient un carnet de bord, établi sur le modèle du registre journal du CSPS où il consigne toutes les anomalies constatées par lui à chaque visite de chantier ou par le responsable environnement de la maîtrise d'œuvre (non conformité des matériaux mis en œuvre, non-respect de la charte chantier à faibles nuisances, autres exigences environnementales non respectées).

Dans le carnet de bord figurera tous les documents liés au chantier propre : les dysfonctionnements éventuels, les plaintes de riverains et leur traitement, les BSD, les fiches incidents, le tableau « reporting déchets » avec l'historique des collectes et le taux de valorisation des déchets, les consommations, les fiches des produits dangereux, les FDES, les chartes chantier propre et SOGED signés et remplis, les documents de sensibilisation (livret d'accueil, affiches de sensibilisation chantier propre, tri des déchets de la base vie, etc.), le PIC à jour.

Le carnet de bord fait l'objet de notes de synthèse écrites (bilans) transmises une fois par mois au responsable environnement du maître d'œuvre qui lui permettront de rédiger un rapport mensuel au maître d'ouvrage faisant état du suivi de la démarche en phase chantier.

En fin des travaux, le Responsable Environnement Chantier rédigera le bilan du chantier. C'est un bilan synthétique du déroulement du chantier avec à minima : le nombre d'heures travaillées en insertion/ nombre d'heures total travaillées, les volumes totaux de consommation d'eau et d'énergie, le poids des déchets de chantier, le poids des déchets triés, le poids de déchets valorisés, la liste des plaintes et actions menés ainsi que la liste des fiches incidences.

## 7.4 | Rôle du responsable environnement de la MOE

Le Responsable environnement du maître d'œuvre dont la mission est la suivante :

- Vérification lors de la mise en place du chantier du respect de la Charte de « Chantier à faibles nuisances » et de ce présent cahier des prescriptions environnementales traduisant les exigences de chantier à faibles nuisances ;
- Suivi des bordereaux de suivi de déchets émis par l'entreprise ;
- Participation à la définition de la signalétique des bennes de tri ;
- Vérification des formations « chantiers à faibles nuisances » obligatoirement dispensées par le Responsable Environnement Chantier à l'ensemble des ouvriers présents sur le chantier ;
- Suivi des rapports fournis par le Responsable Environnement Chantier ;
- Examen des dysfonctionnements et élaboration de solutions d'amélioration avec les Responsables Environnement Chantier et les entreprises ;
- Définition avec le maître d'ouvrage de la campagne d'information des riverains et des modes de communication (affiches, bulletin, boîte de réclamation, boîte à idées, ...), le cas échéant.

Les visites du Responsable environnement de la maîtrise d'œuvre sont prévues selon l'avancement du chantier et du besoin. Ces visites seront sanctionnées par un CR de chantier pouvant être annexé au CR général des réunions hebdomadaires de chantier

## 8 - SYNTHÈSE DES DOCUMENTS A PRODUIRE

### 8.1 | Par le responsable environnement chantier l'entreprise mandatée responsable environnement Chantier.

#### Pendant la préparation du chantier :

- SOGED (annexe 3) ;
- PPE (annexe 4) ;
- Nom du responsable environnement chantier ;
- Le plan d'installation de chantier (PIC) avec les dispositions prises pour respecter la charte de chantier propre (aire de tri, aire de lavage des toupies et des bétonnières, base vie,
- Les fiches de conformité du matériel bruyant (marquage CE) ;
- Fournir la fiche technique de l'huile de décoffrage végétale ;
- Préparer un carnet de bord (classeur de la gestion environnementale du chantier à mettre dans la base vie) pour enregistrer tous les documents liés au chantier propre : les dysfonctionnements éventuels, les plaintes de riverains et leur traitement, les BDS, le tableau « reporting déchets » avec l'historique des collectes et le taux de valorisation des déchets, les consommations, les fiches des produits dangereux, les FDES, les chartes chantier propre et SOGED signés et remplis, les documents de sensibilisation (livret d'accueil, affiches de sensibilisation chantier propre, tri des déchets de la base vie, etc.), le PIC à jour.
- Préparer une affiche de sensibilisation au chantier propre (déchets, nuisances, propreté...) à afficher sur la base vie du chantier ;
- Proposer un planning des nuisances acoustiques lors des travaux particulièrement bruyants ou lors d'approvisionnement devant se faire exceptionnellement en dehors des heures de chantier ;
- Signature de la présente charte de chantier propre

#### Durant le chantier :

- Bilan mensuel des bordereaux de suivi des déchets ;
- Relevé mensuel des consommations d'eau et d'électricité du chantier et de la base vie
- Les fiches d'indicateur lorsqu'elles sont présentées par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou une entreprise

### 8.2 | Par le référent environnement chantier - autres lots

#### Pendant la préparation du chantier :

- PPE (annexe 4) ;
- Nom du référent environnement chantier ;
- Les fiches de conformité du matériel bruyant (marquage CE) ;
- Clarifier la gestion interne des déchets : nature / exutoire / valorisation ;
- Proposer un planning des nuisances acoustiques lors des travaux particulièrement bruyants ou lors d'approvisionnement devant se faire exceptionnellement en dehors des heures de chantier ;
- Signature de la présente charte de chantier propre.

#### Durant le chantier :

- Bordereaux de suivi des déchets gérés en interne ;
- Les fiches des éventuels produits dangereux utilisés par l'entreprise ;
- Les fiches des produits pour visa environnementaux ;
- Les fiches d'indicateur lorsqu'elles sont présentées par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou une entreprise



## 9 - ANNEXES

**Annexe 1 :** Bordereau de suivi des déchets de chantier – Déchets banals et déchets inertes

**Annexe 2 :** Logos pour la gestion des déchets

**Annexe 3 :** Trame type d'un SOGED

**Annexe 4 :** Plan de prescriptions environnementales (PPE)

Annexe 1 : Bordereaux de suivi des déchets de chantier – déchets banals et déchets inertes

BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS Déchets banals et déchets inertes					
Bordereau n° .....					
<b>1. MAITRE D'OUVRAGE (à remplir par l'entreprise):</b>					
Raison sociale de l'entreprise :			Nom du chantier :		
Adresse :			Lieu :		
Tél : ..... fax : .....			Tél : ..... fax : .....		
Responsable : .....			Responsable : .....		
<b>2. ENTREPRISE (à remplir par l'entreprise):</b>					
Raison sociale de l'entreprise :			Date :		
Adresse :			Cachet et visa :		
Tél : ..... fax : .....					
Responsable : .....					
Destination du déchet	<input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Chauffage bois <input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 2 <input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 3 <input type="checkbox"/> Valorisation matière <input type="checkbox"/> Incinération (UIOM) Autre .....				
Désignation du déchet	Type de contenant	N°	U	capacité	Taux de remplissage
.....	.....	.....	.....	.....	1/2 <input type="checkbox"/> 3/4 <input type="checkbox"/> plein <input type="checkbox"/>
<b>3. COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le collecteur - transporteur) :</b>					
Nom du collecteur - transporteur		Nom du chauffeur		Date :	
.....		.....		Cachet et visa :	
.....		.....		.....	
<b>4. ELIMINATEUR (à remplir par le destinataire - éliminateur) :</b>					
Nom de l'éliminateur :		Adresse de destination (lieu de traitement)		Date :	
.....		.....		Cachet et visa :	
.....		.....		.....	
.....		U	Quantité reçue		.....
.....		.....	.....		.....
Qualité du déchet: .....	<input type="checkbox"/> Bon <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Mauvais <input type="checkbox"/> Refus de la benne → Motif .....				
Bordereau comprenant 4 exemplaires : remplir un bordereau par conteneur – exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise – exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur – exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur – exemplaire n° 4 à retourner dûment complété à l'entreprise					

## Annexe 2 : Logos pour la gestion des déchets

### DECHETS INERTES (DI)



**INERTES**



**CARRELAGE  
CERAMIQUE**

### DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB)



**DECHETS  
MELANGES**



**DECHETS DE  
NETTOYAGE**



**METAUX**



**BOIS**



**EMBALLAGES**



**PLASTIQUE**



**PAPIERS  
CARTONS**



**POLYSTYRENE**



**LAINE DE  
VERRE**



**PEINTURE  
A L'EAU**

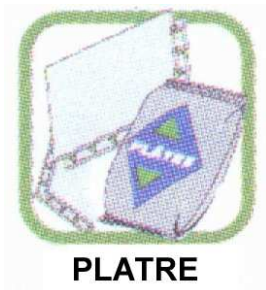


**PALETTES**



**PALETTES  
CONSIGNÉES**

DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB) - Suite



DECHETS INDUSTRIELS SPECIAUX (DIS)



### Annexe 3 : Trame type d'un SOGED

## Schéma Organisationnel de Gestion et d'Élimination des Déchets de chantier (S.O.G.E.D.)

- 1 - Objet du document
- 2 - Organisation structurelle du chantier en termes de gestion des déchets et des nuisances
- 3 - Gestion du tri et stockage temporaire a proximité des aires de travail
- 4 - Zone de Tri chantier
- 5 - Enlèvement des bennes et traçabilité
- 6 - Identification de la nature des déchets produits
- 7 – Identification du centre de stockage et/ou centre de transfert et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets



#### Annexe 4 : Trame type PPE

### PLAN DES PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES (PPE)

Lot n :

Nom de l'entreprise :

#### Gestion des déchets

Type de matériaux	Quantité estimée	Type de déchets DIS/DIB/INERTE	Type de conteneur	Filière de valorisation

Moyen mis en place pour limiter la production de déchets :

- 
- 
- 
- 

#### Gestion des nuisances

##### Bruit

Matériel bruyant utilisé	Conformité du matériel	Action pour limiter cette nuisance (planification d'utilisation)

Rejet dans les eaux et le sol

Actions susceptibles d'être polluantes	Action pour limiter cette nuisance

Rejet dans l'air

Actions susceptibles d'émettre des poussières ou autre envol	Action pour limiter cette nuisance

Gestion des consommations

type	Consommation estimée
Eau	
Electricité	
Gasoil	

## 1. CONTRACTUALISATION DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS DE LA CHARTRE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

C'est un engagement signé par tous les intervenants du chantier. Cette signature est un préalable obligatoire à la signature des marchés de travaux proprement dits.

Fait en un seul original

A

Le

Mention(s) manuscrites(s) « Lu et approuvé »,  
Signature(s) et cachets de l'(des) entrepreneur(s)

Le mandataire du maître d'ouvrage  
l'entreprise)

Le titulaire (le représentant de